



PROJET DE LOI EDF

Les députés confirment leur refus du démantèlement d'EDF



Parce qu'elle a combattu sans relâche le projet Hercule de démantèlement d'EDF, l'Alliance CFE UNSA Énergies salue les députés qui, en votant en seconde lecture la proposition de loi du député Philippe BRUN, se sont une nouvelle fois affichés pour la défense du caractère intégré du groupe EDF.

Votée en première lecture à l'Assemblée nationale le 9 février à l'issue d'un débat où les députés de la majorité présidentielle ont alimenté les **craintes sur le retour d'Hercule** en refusant de voter ce texte qui protège EDF d'un démembrement, cette loi a été votée en seconde lecture le 4 mai par 127 voix contre 89, après que le Sénat ait vidé ce projet de sa substance début avril.

Parce qu'**elle grave de nouveau dans le marbre législatif le périmètre des activités clefs du groupe EDF**, la loi issue du vote du 4 mai confirme le refus des députés de voir le groupe EDF, essentiel à la sécurité énergétique et à l'ambition climatique du pays, démembré. Pour l'Alliance CFE UNSA Énergies qui n'a pas ménagé sa peine auprès des députés pour qu'ils corrigent le tir après le vote du Sénat, **le dispositif anti-Hercule de cette loi va dans le bon sens**.

Même si les députés de la majorité se font l'écho d'un « *gouvernement qui veut protéger EDF et en faire un leader mondial de l'électricité* », le refus du gouvernement d'endosser une loi qui interdit le retour d'un projet auquel il prétend avoir renoncé, ou de mettre fin à l'ARENH, dispositif qui a asséché les finances d'EDF au profit de ses concurrents sous prétexte de protection des consommateurs, démontre avec force la **nécessité d'empêcher l'État et le gouvernement de continuer à faire n'importe quoi avec le groupe EDF**.

C'est bel et bien à sa capacité à **arrêter de mettre des bâtons dans la roue de cette loi** que l'on jugera la **sincérité des intentions du gouvernement vis-à-vis d'EDF !**

Mais l'Alliance CFE UNSA Énergies ne compte pas s'arrêter en si bon chemin dans son **travail de défense des intérêts des salariés du groupe EDF**.

Outre la revendication, qu'elle vient de renouveler lors de sa rencontre avec la ministre de la transition énergétique, d'une **suppression sans délai de l'ARENH** pour que les salariés d'EDF n'aient plus l'impression de travailler pour leurs concurrents, l'Alliance CFE UNSA Énergies **défend le rôle central de la distribution dans la stratégie du groupe et les moyens à y consacrer**.

Elle se mobilise aussi pour **trouver d'urgence une solution définitive au problème de la concurrence des concessions hydroélectriques** afin d'engager les investissements dans la première des énergies renouvelables. Elle est donc vigilante à ce que la loi que les députés viennent de voter contribue à sécuriser la solution au dossier des concessions hydrauliques !

C'est le sens des **contacts qu'elle noue en ce moment même avec les parlementaires** et des **revendications qu'elle formule dans ses rencontres ministérielles**.

**L'avenir du groupe EDF ne se réduit pas à un meccano politique d'un État irresponsable, comme une commission d'enquête parlementaire l'a fort justement récemment dénoncé.
Seul un véritable projet industriel assurera l'avenir de ses salariés !**